



Briefings de Bruxelles sur le développement rural
Une série de réunions sur des questions de développement ACP-UE

**Session de briefing n° 11 : Respect des normes de sécurité alimentaire :
Implications sur les exportations agricoles ACP**

**Soutien au développement des capacités SPS commerciales : Expérience de l'UE sur
l'intégration régionale et l'harmonisation des cadres SPS :
Leçons et implications pour les programmes futurs**

Michael Scannell, Conseiller, Direction D, DG Santé des consommateurs
Résumé

Les « règles » sont communément perçues comme des entraves au commerce de produits alimentaires et agricoles. Cette vision est totalement erronée. Les règles sont non seulement souhaitables, mais également essentielles à la sécurité du commerce et de ses conditions. L'expérience de l'UE dans son propre commerce intérieur parle d'elle-même.

L'UE est composée de 27 États membres. Il existe une compétition acharnée entre les producteurs de ces pays. Ce qui est unique, c'est que l'intégration des marchés européens a permis à cette concurrence de se développer dans des conditions sûres, équitables et compétitives. Cela a généré des gains très significatifs en termes de commerce, d'emploi et d'efficacité pour l'UE et ses États membres.

La raison d'être de l'intégration des normes alimentaires et agricoles en Europe est évidente :

Les États membres ne peuvent pas espérer chacun de leur côté contrôler et éradiquer les grandes maladies animales et alimentaires sans la coopération de leurs voisins.
De même, le commerce ne peut se développer s'il n'est pas sûr.
Enfin, afin de bénéficier d'une concurrence renforcée en termes de diminution des prix, de multiplication des choix et de production plus efficace, les marchés doivent également être intégrés.

Le défi consistait à faire de cette aspiration à une plus grande intégration une réalité. Cela a été possible grâce à une alliance entre ambition politique, engagement commun à agir concrètement afin d'atteindre des objectifs et investissement de ressources dans la surveillance, le contrôle et l'éradication renforcés des maladies. Ces aspects sont couverts par un cadre réglementaire sous l'égide de la Commission européenne, qui garantit une coopération pleine et efficace entre les États membres dans le respect des règles commerciales.

Il est clair que le système d'intégration de l'UE ne peut être reproduit du jour au lendemain dans d'autres régions du monde. Cependant, des leçons peuvent clairement être tirées de l'expérience européenne.

Les règles sont essentielles mais doivent malgré tout être bien conçues. Cela implique un sens de la proportion, une base scientifique et une absence de discrimination. La sécurité ne peut être tributaire d'intérêts commerciaux. Les garde-fous sont nécessaires afin de garantir que les intérêts des consommateurs sont protégés et que les marchés ne sont pas bouleversés par une application erratique des normes de sécurité. Dans l'UE, cela implique une transparence totale et une évaluation indépendante des risques par l'Autorité européenne de sécurité des aliments. L'ambition, les ressources et la détermination sont nécessaires afin d'atteindre ces objectifs. Mais le jeu en vaut la chandelle et est extrêmement rentable.